



## **GEOSOCIOLOGIE**

### **Note méthodologique**

Jean Paul CHARNAY\*

**L**a géopolitique oublie souvent de mettre en relation l'évolution des forces économiques et des faisceaux idéologiques avec la description et l'évolution des stratifications sociales. Or, à l'intérieur de chaque société la stratification sociale réagit directement sur la prise du pouvoir, donc sur la détermination de la volonté de l'entité stratégique, laquelle est l'élément qui donne, ou non, valeur géopolitique à tel ou tel « accident » géographique naturel (massif montagneux, détroit, désert, étendue marine) ou artificiel (mégapole, lignes fortifiées, organisation de voies de communication terrestres, navales ou aériennes). A la limite, s'il n'y avait pas de distorsions sociologiques, il n'y aurait pas de géopolitique. Seule la différenciation des groupes sociaux donne valeur d'obstacles à des accidents, et détermine les grandes invasions et migrations ; les déversements et remplacements de population, de dominances et de civilisations.

Mais toute stratégie s'inscrit dans un espace qu'elle s'efforce de dominer, ou matériellement (délimitation de territoires enserrés par des frontières) ou immatériellement (maîtrise de voies de communication, de flux de population, de marchandises ou d'information). Par agencement idéologique de cet espace, les structures mentales et sociales, les projections et les cultures des sociétés influent sur les doctrines relatives à la suprématie de la puissance de mer ou de terre sur la planète, à la géohistoire européenne, au géopolitisme américain, au géocentrisme islamique lesquels génèrent des concepts et des modes de raisonnement stratégique spécifique.

Certes, les grands obstacles naturels, les longues distances... favorisent la stabilisation des populations sur zones, donc leur développement

politique, économique et culturel autonome et diversifié, donc leurs difficultés de reconnaissance et de communication réciproque, et leurs compétitions et antagonismes qui utiliseront les avantages et les servitudes de la géographie militaire ensuite conceptualisés en doctrines géopolitique légitimatrices des dominations et des exclusions qui peuvent n'être pas « spatialisables » et des comportements spécifiques à telles ou telles activités. La stratégie n'est plus seulement une conduite de violence plus ou moins contenue ou renforcée, se concrétisant en tel ou tel lieu, mais la variation de l'intensité de négociations réciproques hors localisation spatiale. Cette notion ne peut donc servir à l'analyse stratégique que par sa dissociation.

Elle peut en effet proposer :

- un système d'autonomisation : un espace est à la fois lieu de rassemblement pour soi, d'exclusion pour les autres, d'intervalle entre deux ou plusieurs autres espaces. Ainsi pour un espace vert à travers les espaces urbains, d'une zone neutre en géopolitique, de milieu social intermédiaire entre deux classes ou partis en lutte ouverte, etc.

- un agrégat de localisation : ainsi des espaces où s'affrontent les combattants : théâtre de guerre, étendue marine, espace aérien, navo-spatial, urbain des espaces révolutionnaires où se réunissent les contestataires (salons, loges, cafés, théâtres, jardins publics, bourses du travail, salles de rédaction, usines, locaux syndicaux...) pour passer de l'élaboration à l'action (maquis, rue, lignes aériennes, ambassades, gares, grandes surfaces...). Où se réfugient les exclus (désert, marais, bocage, montagnes, caches dans les villes...) ces lieux sont permanents ; d'autres peuvent être temporaires ; fêtes, obsèques, émeutes de rues, etc. en fait, chaque localisation spatiale renvoie à :

- un type de sociabilité relative à telle activité : militaire, révolutionnaires, artistique, économique, diplomatique. On rejoint ici la notion de champ sociologique : un lieu pouvant être entendu au sens métaphorique, c'est-à-dire correspondre à un lieu symbolique ;
- un mode de perception, d'organisation et de représentation de l'espace au sens concret : arts plastiques, architecture, urbanisme, territoire... en tant qu'aménagement elle appelle une stratégie, ou

plutôt une politique. Mais aussi « coup d'œil » du tacticien agençant ses forces sur le terrain, et idéologie du politique répartissant les territoires, les étendues selon sa doctrine géopolitique (espace vital, pré-carré...) ; enfin description, réaménagement et comparaison des milieux sociaux par le politique et le sociologue : géosociologie ;

Certes on a étudié depuis longtemps, dans les sociétés préindustrielles les guerres entre nomades pasteurs et sédentaires cultivateurs (en géopolitique : les empires de la steppe se déversant sur les plaines cultivées et leurs capitales ; et d'une manière plus limitée, encore durant la conquête de l'Ouest), et on a corrélé lutte des Etats, lutte des peuples et luttes des classes ; conflits entre nationalismes majoritaires et minorités irrédentes dans leur situation géographique (ville-campagne) respectifs. Simple cas particuliers qu'il faudrait systématiquement étendre. Car ce sont les variations, les remodelages, homogénéisations et fractures internes qui, en chaque société considérée, orientent dans la longue durée les affrontements. Il s'agit donc de déterminer les conséquences résultant de la répartition géographique de sociétés à stratification sociale plus ou moins homologues ou hétérogènes. Bref, une géosociologie.

Il serait d'ailleurs trop simple de penser que la géosociologie résulte d'une combinaison entre géostratégie classique, analyse de géographie physique et humaine, et sociographie fonctionnelle. Elle agence une typologie

## Typologie

– Société à stratification sociale complète :

Le concept de « complet » ne proposant pas un modèle absolu, mais relatif à tel type de société pris comme étalon eu égard à son opportunité empirique. Ainsi : si une société industrielle est adoptée comme étalon, seront considérées comme incomplètes les sociétés à très faibles classes moyennes, ou sans classe ouvrière, etc.

– Sociétés à parois horizontales ou à parois verticales. Horizontales : société de caste, d'ordres. Verticales : société de village, de tribus, de

confessions, si les individus et les groupes homologues en chacun de ces éléments se sentent davantage membres de leur « lieu » d'appartenance villageoise, etc., que proche de leurs homologues des autres villages, etc.

– Société à segments identiques donc autarcique. Ou différenciés donc complémentaires, selon les idéologies ou les tâches techniques de la division du travail, etc. Outre tous les quadrillages possibles.

– Société à domination unique (aristocratie / peuple ; dirigeants / gouvernés) ou à domination démultipliées (un niveau répercutant sur un niveau plus bas), ou imbriquées (un niveau agissant sur un niveau extérieur à la hiérarchie dont il fait partie), etc.

– Société introverties (démographiquement, culturellement) et sociétés cosmopolites : dont les ressortissants s'épandent (guerre, commerce, mission, découvertes) hors de leur aire originaires ; distinction ne coïncidant que partiellement avec celle entre sociétés closes et sociétés ouvertes. La répartition géographique de ces sociétés coïncident-elles avec les propensions conquérantes ? Les essaimages démographiques, les « invasions interstitielles » peuvent parfois remplacer la guerre.

– Sociétés localisées et sociétés transnationales. Distinction supposant pour certains individus ou groupes une double appartenance : nationaux par rapport à une religion universelle ; marchands, capitalistes, prolétaires... aux intérêts divergents à l'encontre de leurs pays, etc. La diversification de la nature et de l'intensité des liens rattachant à un territoire déterminé conduit-elle à des troubles de conscience, à des conflits trans-et internationaux ?

– Sociétés à *diaspora* et sociétés sans *diaspora* -la *diaspora* se différencie de la simple émigration en ce sens qu'elle se constitue en élément social résistant et durable par rapport à son pays d'origine comme à son pays d'accueil. En ce dernier elle peut être dominante ou dominée, mais elle conserve sa culture et ses traditions. Même imbriquée dans les pouvoirs politiques ou sociaux locaux, elle porte intérêt au devenir de la terre des ancêtres. Elle peut par la religion, la philosophie, le droit et les mœurs pallier durant des siècles l'absence d'un territoire et d'un pouvoir politique. A l'inverse pour les autochtones, le sentiment de dépossession territoriale ne

joue pas seulement pour la souveraineté d'un peuple occupé, mais aussi pour l'individu confronté à des comportements pour lui extérieurs, aberrants, sur la place de son village ou dans son escalier.

A ce niveau microsociologique, surgissent les aspérités entraînées par les immigrations qui, en deçà des « instruments » empiriquement et subjectivement forgés à partir des statistiques (seuil de tolérance, niveau de saturation), déterminent le malaise quotidien des individus qui, à vivre côte à côte avec des familles ayant d'autres mœurs, finissent par ne plus le supporter sans déchirements internes- qui explosent parfois.

Alors point le racisme qui se cumule avec la crainte d'avoir à partager son travail et son bien-être avec des « étrangers ». D'où les appels aux notions « d'identité », « d'authenticité », de « préférence nationale »... mêlant intimement l'assise géographique, les traumatismes psychologiques et le respect des mœurs, *us* et coutumes, convivialité. Sur la longue durée, les grands mouvements de population, les basculements démographiques, les exodes peuvent générer des réactions de rejet, de « défense ethnique ».

Le principe de la géosociologie est donc de mettre en corrélation les types de stratifications sociales des adversaires ou des alliés réels ou potentiels, leur répartition géographique par milieux, et leur typologie sociale avec la nature et l'intensité des conflits qui en découlent. Il en résulterait quelques :

## Perspectives de recherche

– La définition des liens et des transferts entre violence interne et violence externe au groupe (exportation ou étouffement) ;

– La recherche de l'influence des différences d'échelles topographiques (locales, régionales, nationales) et des positions (quartiers, provinces) et d'échelles sociologiques (groupes restreints, entreprises locales, administrations centrales, constellations de puissance) sur la propension ou la déflation conflictuelle ;

- La décantation des conséquences de la juxtaposition ou de l'éloignement géographique dans les conflits entre sociétés à structures hétérogènes : complètes ou incomplètes, verticales ou horizontales ;

– La réinterprétation de certaines notions classiques de géopolitique et de philosophie de l'histoire. En géopolitique les dominances ne sont pas seulement de nature politique et militaire, assurant une emprise culturelles et économique. En cas de dénivellation scientifique, technique, ou simplement organisationnelle et sociale, elles apparaissent avec force. De même en philosophie de l'histoire les notions d'apogée et de déclin sont très relatives ; elles doivent être mises en corrélation avec la consistance des territoires, la nature des peuples et des cultures, l'organisation des liens (droit de circulation des individus, préférences économiques, articulation des défenses, reconnaissance d'éléments éducatifs communs), donc avec des problèmes de morphologie sociale. La localisation des cultures et des techniques n'est pas neutre.

Ainsi devraient être conjugués la proxémique (on se bat davantage, ou non contre ses voisins, géographique ou classe sociale), la topologie (la transformation des positions géographiques et sociales respectives est-elle belligène ?) et la spatialité des activités. Ceci bien entendu en tant qu'aide à l'analyse, non en tant que schémas préconstitués. Reste le problème des concepts et des modes de raisonnement.

En synthèse donc, les divers niveaux de l'analyse stratégique ont toujours intégré des considérations géosociologiques.

1/ Géosociologie des modes stratégiques -le mode stratégique doit tenir compte des institutions et structures sociales.

a- En sociologie des institutions militaires : *Guerre d'usure* ou guerre de destruction (en anglais *attrition* et *annihilation*). Cette différenciation pratiquée depuis fort longtemps (Sun zi) a été systématisée par Delbrück qui demeure cependant au stade de la stratégie opérationnelle. Guerre révolutionnaire opaque où le renseignement -la torture- risque de chercher la transparence.

En réalité il faut sociologiquement établir des distinctions. En grande tactique la destructuration vise à démanteler une institution sociale très particularisée : l'armée et ses liaisons avec le gouvernement d'une part, le désir de résistance de la nation de l'autre, mais sans porter fatalement atteinte à l'ensemble de la substance démographique et économique du peuple ennemi. C'est le principe de destruction de la force organisée adverse selon Napoléon et Clausewitz, Moltke et Foch, Mahan et Castex à l'encontre de la grande tactique indirecte : faire le vide devant l'armée ennemie afin de la fatiguer, de lui enlever ses vertus offensives. En stratégie « alimentaire » l'espoir de cette destruction peut être remplacée par la volonté d'atteinte aux ressources, donc au niveau de vie voire au volume démographique de la population opposée, soit dans son ensemble (blocus économique), soit en certains de ces milieux sociaux : citadins en cas de siège.

b- En sociostratégie : considération des systèmes sociaux de combat en présence, et qui sont issus, et « affectionnent » plus ou moins tel type de terrain géographique. Après le millénaire antagonisme nomades / sédentaires encore apparu lors de la conquête de l'ouest américain entre cultivateurs et éleveurs de bétail, la répartition ville / campagne s'est diversifiée en de nombreux systèmes de conflits imbriqués.

L'extension démographique et l'avancée technologique ont développé depuis le XIX<sup>e</sup> siècle des zones de conurbation industrielles et résidentielles par rapport à la vieille cité et à ses banlieues classiques bien différenciées de l'espace campagnard environnant. Phénomène qui a conduit, d'une part à l'hyper-totalisation de la guerre au point de vue stratégique (l'ensemble des populations civiles est sous le feu adverse), d'autre part, à la dissociation tactique des combats à l'intérieur de la ville (toutes les armées constituées en souffrent) et au terrorisme urbain ; donc à une extrapolation psychologique de la violence et à une « dé-totalisation » opérationnelle de la guerre perçue par l'analyse des relations entre la composition de la « formation » nationale et l'assiette de la domination de l'Etat sur le terrain. Quant à la guerre des rues, à la *guérilla* urbaine, elle porte souvent les espoirs révolutionnaires de certains intellectuels et de la classe qui désire le pouvoir en s'appuyant sur les franges mécontentes des milieux les plus pauvres et les plus marginalisés, mais elle varie considérablement en fonction de deux facteurs techniques : qualité (matériau et mode de construction) et répartition (quartier centraux,

périphériques, fortifiables ou non, facilités de communication) de l'habitat ; et performances des armements. A volonté égale, le conflit se règle souvent selon le rapport des armements ; schématiquement, relativement favorable aux insurgés au long du XIX<sup>e</sup> siècle, plutôt défavorable aujourd'hui -le terrorisme pouvant perpétuer le conflit.

Dans sa forme révolutionnaire immédiate si la prise du pouvoir se fait dans les villes mêmes : lorsque la classe ouvrière y est en cours de structuration (pays au début ou en cours d'extension industrielle : révolution européenne du XIX<sup>e</sup> siècle) phénomène mis en lumière par Rosa Luxembourg, par Gramsci.

– Dans une forme révolutionnaire dérivée si cette prise de pouvoir part des campagnes eu égard au caractère dominant de la paysannerie dans la société considérée : en définitive son objectif est d'installer le nouveau régime dans les grandes villes, qui seules ont la capacité de porter un pouvoir étatique moderne.

– Dans sa forme industrielle par les doctrines nucléaires anti-cités, qui menacent les élites dirigeantes et intellectuelles, les couches moyennes et la classe ouvrière avant la paysannerie.

– Dans sa forme guerres révolutionnaires anti-coloniales à l'encontre de sociétés en transition : elles demeurent souvent localisées dans leur terrain de combat ; excellentes dans la défensive-offensive ponctuelle sur leur terroir (usage), elles parviennent plus rarement à une vision stratégique générale du théâtre d'opération (pour marcher sur les villes), et de la stratification sociale, donc du milieu adverse à démanteler, et qui n'est pas fatalement le personnel apparemment dirigeant. Le fait vaut pour les révoltes traditionnelles comme pour les *guérillas* actuelles non maîtrisées par l'*Air Control* (hélicoptères...) -Irak.

c- En sociologie des organisations de combat, l'opposition grande guerre / petite guerre / guerre révolutionnaire ou subversive / guerre secrète et terroriste affronte des groupes sociaux très hétérogènes : l'armée de grande guerre constitue un système clos, plus ou moins ouvert sur la société globale selon les modes de recrutement, de hiérarchie et de contrôle gouvernemental. De l'armée de métier aux milices en passant par la nation armée du soldat citoyen, le peuple en arme de la révolution militante, etc.,

toutes les variations sont permises, mais l'origine sociale des combattants (recrutement national ou étranger, régiments nationaux ou provinciaux...) influe sur les modes de combat et leur implantation géographique et topographique : mercenaires groupés sous la discipline ; patriotes détachés en tirailleurs ou en francs-tireurs ; volontaires plus ou moins marginaux des troupes franches ou légères à discipline plus lâche et capable de battre l'estrade, d'inonder le terrain entre le gros des armées ; militants de résistance dans le maquis ou le djebel, les guerres de l'ombre dans les cités, à organisation occulte ; organisation secrète, des mouvements terroristes aux petites cellules indépendantes dispersées dans les mégapoles, mercenaires, entreprises de sécurité.

d- En sociologie de la décision : initiative et subordination. Le mode d'organisation du commandement ordonne aux deux sens du terme la vision et l'action géostratégiques des forces en présence. La hiérarchie, la centralisation institutionnelle voire personnelle, se transpose dans la concentration topographique et intellectuelle des données (au lieu où se trouve le commandant, le souverain) et dans la diffusion des ordres à travers les hiérarchies subordonnées de plus en plus ramifiées. L'emprise géostratégique (fût-ce au simple échelon de combat ou de *guérilla* urbaine) se fait par un double flux inversé. Elle peut supposer des délégations de compétences et de commandement plus ou moins importantes, plus ou moins temporaires, lorsque ce double flux ne se fait qu'avec lenteur : proconsuls perdus dans les gouvernements, sous-marins en attente, cellules terroristes dormantes... L'ampleur géostratégique de l'autonomie varie selon trois facteurs : la philosophie politique de la société globale, les règles institutionnelles de son instrument de bataille, la portée et la fiabilité des moyens de communication. Et inversement en cas de démocratie à la base, de prise en main de leur destin par tous les intéressés, et qui peuvent combattre sur des micro-terrains.

## Extensions de la géosociologie

D'autres séries de phénomènes servent de supports à la géosociologie. Il se définissent par leur contenu partiel : géoidéologie, proxémique culturelle, géomédiatique, géoéconomie.

1/ Géoidéologie, géojuridisme : La géoidéologie conjoint en partie la philosophie de l'histoire et la philosophie politique. Plus exactement elle projette les présupposés de l'idéologie, philosophie, morale ou théologie, sur l'organisation spatiale pour la remodeler. Elle a pour objectif la réalisation d'une construction politique, d'un ordre social et d'une philosophie éthique internes et internationaux cohérents en fonction de cette idéologie. Elle sert à étalonner l'ordre social existant par rapport à l'ordre social espéré, tout en procédant aux répartitions et expansions géographiques que suppose la réalisation de cet espoir.

Ceci au plan éthologique et macro-géographique. Au plan symbolique et micro-géographique au contraire la géoidéologie prend en compte la qualification et l'utilisation des lieux sacralisés : montagne, sources, fleuves, îles, mais aussi nécropoles, monuments aux morts, édifices religieux, palais, places, axes de circulations, artères principales des villes (*forum*, voie sacrée, Champs-Élysées) ; la topographie des cités et les avatars des appellations, « débaptisations », transferts de cultes d'une religion à une autre, récupérations des « lieux de mémoire ».

Forme plus juridique de la géosociologie : *le géoconstitutionnalisme*, ou répartition des Etats selon leur régime politique. Très souvent après les guerres les pays vaincus ou nouvellement créés adoptent une constitution inspirées de celle des vainqueurs : ainsi pour l'Europe centrale libérale après 1918, mais qui n'a pas résisté à l'expansion fasciste. Ainsi après 1945 l'adoption de régimes communistes ou socialistes en Europe, et le retour aux régions libéraux après l'implosion de l'URSS.

Le géoconstitutionnalisme apparaît inverse du *géojuridisme* qui fait dériver de la géographie physique et humaine les institutions juridiques, donc l'organisation et la légitimité des souverainetés : mais infléchi par les traditions ethniques et culturelles il le rejoint en partie.

Si le géoconstitutionnalisme réfère d'abord aux sociétés industrielles complexes (institution des pouvoirs législatif, exécutif, judiciaire, informatif ; division du travail des administrations générales et locales, militaires, fiscales, économiques, sociales) il réfère aussi aux sociétés ethniquement moins complexes, ou aux sous-groupes des sociétés très complexes : à leurs

phénomènes de dominances, de hiérarchies et de distinctions sociales, donc à leurs traditions, valeurs et comportements. Il débouche sur le *géoculturel*.

2/ Proxémique culturelle : Le géoculturel s'analyse en la répartition et les interférences des grandes civilisations, et, en leur intérieur et sur leur périphérie, des cultures nationales, régionales ou locales. Il s'appuie sur la langue, la littérature, les arts et les valeurs dominantes (religion, philosophie) : atlas linguistique, catalogue des formes esthétiques. Il dénomme « géolangues » les quatre ou cinq langues à valeur « universelle » porteuse d'une grande civilisation, vecteurs d'interférences avec les autres grandes civilisations, énonciatrices des mutations sociales et géosociologiques. Cependant la répartition -la fragmentation- des fréquences, la concentration des capitaux, les politiques gouvernementales réagissent sur le géolinguistique (retour ou non aux langues provinciales) et le géoculturel : extension des mythes, valeurs et divertissements d'une civilisation par la vente – le *dumping* parfois – de spectacles qui véhiculent aussi des idéologies. Ces aires de diffusion géolinguistiques, géoculturelles et géoïdéologiques se recouvrent de par les aires d'émission des émetteurs, atteignent à la planète grâce aux retransmissions par satellites. La proxémique ne se constitue plus en topologie, mais en imbrication. Sa cartographie consisterait en une série de cercles plus ou moins vastes, emboîtés ou sécants avec plus ou moins de disharmonie les uns dans les autres, depuis les radios locales jusqu'aux émissions recouvrant un continent entier.

Le « village planétaire » rêvé par Mc Luhan se réalise par Internet. Les moyens de diffusion à travers les différents milieux atteignent à la « planéarité spatiale » du renseignement (problèmes d'accès libre ou avec filtre à telles banques de données, à tels types d'information, selon telles autorités et tels usages), étendent sur la planète des filets aux mailles plus ou moins serrées, que l'on a désigné sous le nom de :

3/ Géomédiatique : soit la localisation des endroits et centres de collecte et des itinéraires des flux « paysage audiovisuel », « autoroutes de l'information », « topologie de l'information » dans leur fonctionnement oligopolistique de quatrième pouvoir, qui n'est plus le pouvoir de la presse mais plus largement le pouvoir médiatique dont l'influence est à la fois

enrichissante, déformante, et peut-être moins importante qu'il ne l'affirme lui-même (« syndrome de *Watergate* »).

La géographie de l'information comme répartition des centres de production et de consommation des moyens médiatiques (les instruments) et des données (les contenus de savoir) constitue un des cas particuliers de la géographie des inégalités technologiques entre le Nord et le Sud. Ces inégalités technologiques sont en partie dépendantes de la géographie physique (orographie, superficie permettant ou non l'envoi aisé des flux d'information) et de l'ethnologie géographique : capacité de recevoir (au sens humain) les messages adressés par les pouvoirs. La géomédiatique devrait également prendre en compte les modes « humains » de communication. Les civilisations traditionnelles avaient, ethnologiquement, de puissants moyens de transmission : tam-tam de brousse africain, feux indiens, téléphone arabe ou radio trottoir. Nos contemporains sont isolés devant les postes récepteurs téléviseurs ou transistors.

Il faudrait tenter de dresser :

– Une géographie des thèmes : par pays, par organes de presse ou de radio, par périodes, qui montrerait les répartitions géoidéologiques et géoculturelles. Ceci étant effectué non par la trop immédiate analyse de contenu, mais par les analyses de structures et de configuration (mise en page et illustration de la presse ; grille des programmes).

– Une topologie des préoccupations : à partir de cette géographie, il faudrait pondérer les éléments discontinus des flux d'information en apparitions aléatoires, contingentes, ou en faisceaux lourds indéfiniment reconduits, et constituer la trame résistante de la perception du monde telle qu'elle est extériorisée par les *media* et intériorisée (mais en quelles proportions et déformations ?) par les contemporains.

L'ensemble de ces stratégies et géographie de l'information, proxémique des moyens et des contenus, et analyse des flux, pourrait être groupé sous l'expression « géomédiatique », a bouleversé les modes classiques de diffusion des idéologies et des religions (la renaissance par les radios et les cassettes, la résonance des JMJ ou du pèlerinage à la Mecque).

4/ **Géoéconomie** : Les créateurs de l'économie classique (les physiocrates, Adam Smith, Ricardo..) avaient déjà insisté sur la localisation de la production des richesses et sur le circuit géographique des rentes. Les tenants de l'économie spatiale (Von Thünen, Alfred Weber, Predöhl, Palander, Lösch) avaient dissocié et mathématisé ces productions et circuits selon les distances de transports et les marchés. Mais plus qu'en micro-économie la géoéconomie s'efforce de synthétiser les dominances réciproques s'exerçant sur des ensembles géopolitiques.

Banalement la géoéconomie procède à quelques répartitions : pays les plus riches et anciennement industrialisées, pays en voie de développement à décollage réussi, pays aux secteurs secondaires et tertiaires en expansion par rapport au secteur primaire, pays en voie de développement à pôles industriels et zones de pauvreté discontinus, pays producteurs de matières premières de plus ou moins forte rentabilité, pays nouvellement industrialisés, nations prolétaires... Classification en partie contrariée par les regroupements en blocs, par les clientèles de pays aidants et aidés, et par l'endettement international facteur classique de dépendance des pays pauvres, et le contrôle des organismes internationaux (FMI, banque mondiale...).

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, et surtout depuis le démantèlement des empires coloniaux, s'était accru le rôle des sociétés multinationales, transformant, par leur géofinance et les spéculations boursières, les technopôles nationales en technopôles directement reliés entre eux, au détriment semblait-il des Etats souverains, qui pourtant leur imposaient leur règles particulières en matière de planification, de législation sociale, de ponction fiscale, etc. Mais les ensembles semi-continentaux qui se structurent exigent des entreprises une vision globale, la libéralisation des mouvements de capitaux, des services et des hommes. Les entreprises abandonnent leurs stratégies plurielles fonction des anciens compartimentages législatifs, fiscaux et douaniers nationaux, pour une tactique opérationnelle à la fois plus globale et plus fine de *micro-marketing* se différenciant par milieux, par mœurs, par culture autant que par pays. La récente dissémination du capital (années 70) entre de multiples petits actionnaires et les transactions boursières planétarisées et instantanées déterminent dans les sociétés la constitution de majorité « noyaux durs » ou de minorités de blocage sur

lesquels les gouvernements n'ont parfois qu'un contrôle, et même qu'une connaissance, limités. Dès lors les sociétés multinationales se structurent par OPA, fusions, *holdings*, participation en des *réseaux transnationaux* fonctionnant d'une manière relativement autonomes, et se gouvernent sinon d'une manière totalement a-centrée (absence d'une direction générale remplacée par une circulation continue des matières premières et des produits finis, des cerveaux, des informations et des capitaux), au moins dans un espace économique et géographique en perpétuelle communication pour les prises de décisions et capables de se décentrer d'un pays à l'autre contre les absorptions financières, le « patriotisme économique » ?

L'étude des monopoles ou oligopoles de production sur les marchés mondiaux, des lentes constitutions de zones divisées ou de zones douanières forcées (Blocus continental) ou volontaires (*Zollverein*, préférence impériale, communauté européenne, CAEM...), de zone de libre échange ou de protectionnisme ou plus ou moins autarcique, de l'organisation des « marchés communs » élargis, relève de l'analyse géoéconomique, renvoie à « l'arme économique », à la définition, aux emplois et aux résultats malaisément discernables : contrainte exercée par action sur les flux commerciaux.

D'où l'élaboration de théories sur la *dominance économique*, qui est peut être la forme contemporaine de l'empire. Or cette dominance établit ou maintient des hétérogénéités entre pays producteurs et pays consommateurs. En fait cette vision globale constitue une interprétation de géopolitique idéologique autant qu'une description de géoéconomie opérationnelle. Dans la contingence politique et sociale les doctrines de la mise en valeur des empires ont été remplacées par les doctrines du développement « durable », de l'industrialisation particulière des nations, du rééquilibrage des rapports entre pays à haute ou faible technologie, entre populations à forte ou latente progression démographique, par l'appel enfin à l'instauration d'un nouvel ordre économique mondial qui reconstituerait de nouvelles constellations géoéconomiques.

Inversement la géoéconomie appelle des transferts démographiques eux-mêmes contradictoires : ou appel à une nouvelles force de travail ; ou reconnaissance du droit de tous à venir dans les pays au meilleur niveau de

vie et de liberté. Ce à quoi s'opposent précisément la géopolitique prise comme établissement d'une structure binaire, le géojuridisme et le géoculturel.

Enfin, la géoéconomie institue des stratifications sociales diversifiées dans les divers pays : problème géopsychologique.

5 - Géopsychologie : laquelle consisterait non en des reprises de la vieille psychologie des peuples, ou dans les aspects tactiques de la guerre psychologique, ou de la guerre des nerfs ; mais en la définition conjointe et la mise en corrélation :

– Des variations de contenu et d'intensité des idéologies (closes, ouvertes...) selon l'évolution historique, et telles qu'elles sont d'une part affirmées, d'autre part appliquées, par les *leaders* politiques en fonction de leurs convictions profondes (s'il est possible de les atteindre), et des opinions publiques internes et internationales ;

– De la volonté et des valeurs morales énoncées, reconnues, pratiquées par ces *leaders*. A quel seuil tel *leader*, menant une *real politik* pour le bien, la grandeur de son pays atteindra t-il car inversement il ne voudrait pas être pour l'histoire, pour l'éthique, celui qui aura déclenché le cataclysme ? Ceci à varier en fonction de l'importance des enjeux et de la nature des armes ; Question caricaturale : qui aurait appuyé sur le bouton (nucléaire) ?

– Des variations des liens économiques (statistiques précises des flux et des dominances commerciaux) et des affinités culturelles entre les peuples ;

– De l'évolution des systèmes d'armes dans leurs possibilités tactiques contingentes et leur adéquation avec telle idéologie de type expansif ou conservateur, pour tel théâtre d'opération, tel type et tel objectif de guerre ou révolution (libération, préservation...);

– Des modes spécifiques de raisonnement (catégories mentales, concepts, types de déduction ; inductif ou déductif, syllogistique ou analogique...) propres à chaque grande civilisation, religion ou philosophie ;

une sorte de théo-ou philo-stratégie conjoignant les modes logiques de la pensée et les valeurs éthiques.

## **Vers une anthropologie stratégique**

La notion de géopsychologie renvoie à celle de géosociologie : la lente constitution, l'homogénéisation ou la fragmentation des sociétés, par rattachement ou exclusion de terroirs, de provinces, et les luttes sociales et révolutionnaires locales ou régionales, rurales ou urbaines, résultent aussi des relations ou des dissonances entre les stratifications sociales, leurs normes et valeurs, leurs catégories mentales et leurs modes de raisonnement, réagissent sur leurs modes de combat.

Plus profondément tout apprentissage stratégique, toute acculturation tactique sont fonctions des virtualités psychologiques et sociales offertes par une société. Elles résultent des corrélations contingentes possibles ou non entre l'éthologie d'un milieu, ses structures politiques, économiques, industrielles, agraires, juridiques, et les techniques de combat. Elles consistent en la définition des éléments du volume social qui agiront et sur qui agiront les modes de combat.

Certes la géomédiatique peut surdéterminer ses aspects idéologiques. Mais géostratégies comme géomédiatique reposent sur la géotechnologie (pôles et transfert). La géosociologie doit alors réintroduire le sens des proportions humaines -ce qui ne veut nullement dire non conflictuelles.

Méthodologiquement, deux voies principales apparaissent. L'anthropologie stratégique pourrait consister ou en l'exposé heuristique des théories construites (plus ou moins) par les anthropologues et les sociologues de terrain sur les sociétés respectivement observées par eux ; ou en la systématisation et l'extension des théories anthropologiques relatives aux sociétés proto-historiques et primitives vers les sociétés industrialisées, différenciées et sectorielles.

D'autre part l'ethnocentrisme culturel et technologique qui a accentué la prépondérance de l'art de la guerre et de la dissuasion pratiqué par les

grandes nations industrialisées depuis des décennies, voire des siècles, fait aspirer à une plus large et plus comparative dissociation des modes et mobiles de la stratégie.

L'anthropologie stratégique ne peut se borner à être une ethnopolémologie, ni même une théorie générale, englobant sociétés primitives, civilisations non occidentales des sociétés en voie de développement, et sociétés christiano, -ou ex-christiano- industrielles (marxisme inclus). Elle doit au contraire jouer un rôle critique : cantonner dans l'étude des conduites stratégiques la domination politologique, et critiquer les schémas historiques, démographiques ou sociologiques qui trop souvent leur servent de toiles de fond non explicatives.

Alors s'oriente la vocation épistémologique de l'anthropologie stratégique en deux directions. Conceptuelle : recherche des modes de rationalisation, des types de raisonnements et de démarches stratégiques. Agonistique : décodage des mobiles et des comportements agissant et concrétisant ces raisonnements dans l'enchaînement des actions, et non directement le contenu des moyens crus efficaces en telle ou telle société. L'analyse des séquences stratégiques réparties en stratagèmes, ruses, actions de force, essais de persuasion ou dissuasion... en est la matière. Sans oublier que la nature culturelle de ces stratagèmes (c'est-à-dire : la conception de l'efficacité de l'action humaine dans l'environnement) réagit sur la manière dont on les enchaîne.

\* Islamologue et directeur de recherche au CNRS-Paris Sorbonne. Actuellement, il est président du Centre de philosophie de la stratégie – Université Paris IV- Sorbonne

### **Bibliographie indicative**

- Charnay Jean Paul, *Stratégie générative, de l'anthropologie à la géopolitique*, Paris, PUF, 1992.
- « Alternance et dominances technologiques et démographiques », in *Techniques et géosociologie*, Paris, Anthropos-Economica, 1989.

- « Les Amériques dans leurs géopolitismes », *Stratégiques*, n° 56- 4<sup>ème</sup> trim, 1992, p. 281.
- « Géopolitique et géosociologie du monde arabe », in *Frustrations arabes : entre thawra et géosociologie*, Al-Bouraq, Beyrouth, 1993, p. 193.
- « Sociostratégie de la négociation », in *Le Trimestre du Monde*, 3<sup>ème</sup> trim, 1994, p.175.
- « réflexions phénoménologiques sur les stratégies d'entreprises » in *Epistémologie de la stratégie et économie*, Bernard Paulré éd., coll. « Economie et stratégies », Publications de la Sorbonne, 1998, p.101.s



Le problème à résoudre n'est pas simple. D'une part en effet le manque d'infrastructures adéquates pose un problème délicat pour les investisseurs et présente nombre de difficultés d'ordre technique et financier mais de plus, le problème se complique du fait de la situation géographique des pays d'Asie centrale, l'importance stratégique des hydrocarbures et les intérêts politiques et économiques conflictuels des puissances.

Il s'agit notamment d'un affrontement classique entre les Etats-Unis et la Russie, les premiers considérant toujours la seconde comme un adversaire potentiel. Comme nous l'avons exprimé plus haut, l'occasion était bonne pour les Américains de combler le vide laissé par une puissance militaire et politique affaiblie et de substituer leur influence à celle de la Russie, ouvrant ainsi un nouveau chapitre dans le « Grand Jeu » affectant la région. Non seulement des bases militaires américaines de l'Europe à l'Ouzbékistan cernent à la fois la Russie et le Moyen-Orient mais des pays comme la Géorgie échappent déjà à l'influence russe et d'autres s'efforcent de se dégager de l'emprise de l'ancien colonisateur avec des aides étrangères intéressées, américaine certes mais aussi turque notamment en Azerbaïdjan. Ce qui est en jeu c'est en effet d'une part pour les grands groupes pétroliers, de contrôler autant que faire se peut la « chaîne » pétrolière du gisement ou marché et, pour les Etats-Unis en l'occurrence, de contrôler « les robinets » c'est-à-dire l'acheminement du pétrole vers les marchés dans un but stratégique à l'égard d'autres puissances, mais aussi pour assurer la sécurité des approvisionnements internationaux car ce n'est pas en l'espèce le ravitaillement des Etats-Unis qui est en cause, l'ensemble Caspienne-Asie centrale n'étant pas de leurs fournisseurs.

C'est donc cette volonté de contrôle qui a donné lieu à « la guerre des oléoducs » et qui a conduit les Etats-Unis à promouvoir un tuyau, évidemment peu rentable, afin d'empêcher la construction d'une autre ligne en projet soit à travers la Russie, soit à travers l'Iran.

De son côté, la Russie s'efforce, non plus de maintenir un monopole qu'elle ne peut plus avoir mais, d'une part de participer à la recherche et à l'exploitation dans la région, et aussi de construire des oléoducs et des gazoducs passant sur leur territoire et donc sous leur contrôle, sans oublier les droits de transit perçus par les pays par lesquels passent les tuyaux. C'est ainsi que le premier oléoduc transportant le brut du champ de Tenguiç, au nord du

Kazakhstan passe par la Russie et aboutit au port de Novorossisk sur la Mer Noire. Les Russes marquaient ainsi le premier point pour transporter le brut du Kazakhstan vers les marchés occidentaux. Mis en exploitation en 2000, cet ouvrage, *Caspian Pipeline Consortium (CPC)* long de 1555 km et d'un coût de 2,5 millions de dollars est conçu pour transporter 565.000 barils/jour. Il est prévu de porter progressivement sa capacité à 1,2 millions à l'horizon 2015.

Il faut à ce point mentionner que des oléoducs pour évacuer le pétrole d'Azerbaïdjan existaient déjà, ainsi de Bakou à Soupsa (en Géorgie sur la Mer Noire) et de Bakou à Novorossisk mais passant par la Tchétchénie complété en 2000, pour éviter ce dernier pays, par une bretelle passant par le Daghestan.

Ce ne sont pas moins de 13 oléoducs en fonctionnement ou en projet qui existent pour transporter le brut d'Azerbaïdjan et du Kazakhstan.

Les plus importants à noter sont, d'une part les projets vers l'Iran, pour l'instant bloqués par les Etats-Unis mais dont Total par exemple a été chargée de l'étude de faisabilité, d'autre part le récent et controversé BTC (Bakou-Tbilissi-Ceyhan) que l'insistance américaine a fini par faire construire avec un financement faisant une large place à la Banque mondiale et à la Banque européenne de développement.

Ce tuyau dont la construction n'a finalement commencé qu'une fois la Géorgie sortie du giron russe, est long de 1760 km pour un coût total de 3,6 milliards de dollars, sa capacité est de 9 millions de barils/jour et il a été inauguré le 25 mai 2005 après une controverse de 10 années.

Il est aussi intéressant de noter que le coût prévu de transport par baril est de 3,2 dollars, ce qui est fort raisonnable mais soumis aux aléas que nous verrons plus loin. A noter aussi que l'Azerbaïdjan en sera le principal bénéficiaire avec environ 29 milliards dollars de revenus alors que les droits de transit rapporteront respectivement 600 millions, et 1,5 milliards l'an à la Géorgie et à la Turquie.

La rentabilité de cet oléoduc a été, on le sait, très discutée, voire sa nécessité, mais il était indispensable pour les Etats-Unis de disposer d'un

ouvrage évitant à la fois la Russie et l'Iran, cette dernière route étant, en ce qui concerne le Kazakhstan, la plus logique et la moins onéreuse.

Le problème d'un tel tuyau est en effet qu'il faut le remplir, or la région et les projets en cours ont fait conclure, il y a déjà 5 ans il est vrai, à des experts américains que « dans la Caspienne c'est tout tuyau et pas de brut ! » : faisons la part d'une certaine plaisanterie, il n'en reste pas moins que l'addition actuelle des capacités d'exportation de l'Azerbaïdjan et du Kazakhstan qui alimente les ouvrages existants est de 1 million de barils/jour sans compter les augmentations prévues de capacité des oléoducs. Il y a donc, d'ores et déjà, une concurrence entre le CPC et le BTC qui pourra, même lorsque ce dernier arrivera à transporter le volume prévu, faire l'objet d'un arrangement. L'ennui c'est que la Chine est de plus en plus un grand dévoreur de pétrole brut et de gaz dont la consommation prévue de 10 millions de barils/jour en 2020 risque d'être atteinte plus tôt. C'est la raison pour laquelle un accord a été signé dès 1997 entre ce pays et le Kazakhstan pour la construction d'un oléoduc de près de 3.000 km qui aboutira au XinJiang et dont le coût provisoire est estimé à 3,5 milliards de dollars.

La capacité initiale prévue de ce tuyau est de 400.000 barils/jour devant être portée à 800.000, ce qui s'explique par les besoins de la Chine qui risque d'être, à terme, le principal consommateur d'hydrocarbures d'origine du Kazakhstan d'autant plus que derrière la Chine, la Corée et le Japon sont aussi de grands consommateurs sans ressources propres de pétrole. La Chine, elle, importe déjà près de 40% de sa consommation et d'ici vingt ans, ce pourcentage devrait être de 60%. On voit déjà les implications de cet état de choses. Car si des difficultés d'approvisionnement vont se présenter entre le CPC et le BTC, que sera-ce lorsque l'oléoduc vers la Chine sera construit ? Certes, pour l'instant l'étude de faisabilité de ce dernier a été arrêtée pour lesdites raisons mais le problème demeure. En fait, tout se passe comme si les utilisateurs spéculent sur l'augmentation rapide des productions de l'Azerbaïdjan et du Kazakhstan, notamment sur la mise en production du Kashagan qui est le suprême espoir de chacun.

Notons aussi que le 4 juillet 2002 un accord a été signé entre les compagnies chinoises et un *consortium* international, dont le géant gazier russe *Gazprom*, pour la construction d'un gazoduc de 4.000 km vers la

Chine. Bien que l'Asie centrale ne soit pas là directement concernée, cela permet de compléter le tableau ci-dessus esquissé.

Enfin, pour revenir au Turkménistan, il faut rappeler que dès le 13 mai 2002, un accord a été signé entre ce dernier pays, l'Afghanistan et le Pakistan en vue de la construction d'un gazoduc de 2 milliards de dollars pour amener le gaz d'Asie centrale sur la côte pakistanaise à travers Herat, en Afghanistan. La capacité prévue de cet ouvrage est 20 millions de tep/an, soit l'équivalent de 400.000 barils/jour, et sa longueur de 1.395 km.

Il est à noter que c'est ce même gazoduc que les Talibans étaient allés négocier à New- York en juillet 2001 sans pouvoir aboutir à un accord. L'invasion de l'Afghanistan après le 11 septembre 2001, si elle n'a pas permis de capturer Ben Laden, aura du moins eu un résultat positif concernant le gazoduc mais l'étude de faisabilité marque le pas sans doute pour des questions de sécurité et aussi des problèmes de financement qui dépend notamment de ladite sécurité.

Le simple énoncé du résumé ci-dessus de la situation de l'Asie centrale en matière d'hydrocarbures montre à l'évidence les problèmes de tous ordres auxquels est confrontée la question de l'exploitation des ressources pétrolières et gazières de la région, c'est-à-dire l'interconnexion des problèmes techniques, économiques, politiques et géostratégiques.

Pour terminer, et en regrettant d'avoir aspergé le lecteur de tant de chiffres -mais le moyen de faire autrement ?- nous nous bornerons à dire que le « grand jeu » continue d'autant plus que les prévisions dans tous les domaines pourraient ne pas toutes s'avérer exactes. Quoiqu'il en soit, il est maintenant établi, et ce n'est pas une simple figure de style, que désormais la vieille Route de la soie est devenue la Route des hydrocarbures.

\*Consultant pétrolier international avec une carrière internationale de plus de 30 ans dans l'industrie pétrolière dont 20 ans au sein d'un grand groupe pétrolier français. Il a été aussi Conseiller juridique pour l'énergie à la Banque Mondiale.





## L'Inde, esquisse pour une géopolitique des populations du géant du XXI<sup>e</sup> siècle

Le Recteur Gérard-François DUMONT\*

**D**ans les « Jeux olympiques » des pays les plus peuplés, le XXI<sup>e</sup> siècle pourrait inverser le classement entre le premier, actuellement la Chine, et le deuxième, actuellement l'Union indienne. En toutes hypothèses, les deux conserveront très largement l'avantage sur le troisième, que ce soit les Etats-Unis ou, si l'on considère une organisation régionale, l'Union européenne, même si cette dernière s'élargissait à la Turquie, à l'Ukraine et à la Russie. En fait, s'il n'y avait pas eu partition de l'Inde en 1947, la question ne se poserait pas : l'Inde, additionnant l'Union indienne, le Pakistan et le Bangladesh, compterait davantage d'habitants que la Chine, même en ajoutant Taiwan à cette dernière. Mais la partition de l'Inde est un fait géopolitique durable.

Le véritable *derby* démographique du XXI<sup>e</sup> siècle concerne donc la Chine et l'Union indienne. Et ce dernier pays mérite une attention particulière car, après avoir dépassé le milliard d'habitants au tournant du XXI<sup>e</sup> siècle, il pourrait prendre la première place, notamment parce qu'il ne subit pas les effets pervers des politiques coercitives de population de la Chine<sup>1</sup>.

L'Union indienne atteint donc en 2005<sup>2</sup> un poids démographique inédit, estimé à 1,103 milliards. En réalité, son poids démographique relatif dans la population mondiale a toujours été important, ce qui explique sans doute une partie de son histoire, illustrant ce que j'appelle la « loi du nombre », qui se définit par le fait que « le poids politique d'une population dépend notamment de son importance démographique ». L'Union indienne désormais séparée des autres territoires du sous-continent, témoigne aussi de la « loi du groupe » que je définis ainsi : « au sein d'une population vivant sur un territoire donné, des groupes spécifiques peuvent utiliser, directement ou indirectement, leur poids

quantitatif pour modifier leur situation, obtenir des avantages politiques ou influencer la politique internationale du territoire ». L'Union indienne conduit aussi à s'interroger sur une autre des lois de la démographie politique que j'ai proposées : « la loi du différentiel : des différences d'évolutions démographiques, naturelles ou migratoires, sur un territoire, ou entre plusieurs territoires, exercent des effets géopolitiques et politiques ».

## **Les raisons du nombre**

Géographiquement, l'Inde n'est pas aussi vaste que la Chine, ou les États-Unis. Mais l'Inde a toujours été un grand foyer de peuplement. Ceci peut s'expliquer par des ressources naturelles essentielles permettant la prospérité d'une civilisation -terre cultivable, eau et lumière du soleil. Même aujourd'hui, alors que l'Inde compte un niveau élevé de population, le nombre de personnes par unité de terre cultivée en Inde reste au-dessous de celui de l'Europe ou de la Chine. L'Inde est ainsi bien dotée, voire mieux que ceux-ci, malgré le caractère relativement limité de son étendue géographique par rapport à la Chine ou à l'Amérique du Nord.

Une deuxième raison de l'existence d'un important foyer de peuplement dans le sous-continent tient aux conditions naturelles qui imposent une main-d'œuvre abondante. En effet, la vie et le rythme démographique de la population indienne sont notamment dépendants de la régularité de la mousson. Dans les deltas et sur les plaines littorales, les typhons provoquent régulièrement des dégâts nécessitant un travail de réaménagement<sup>3</sup>. Après chaque mousson dévastatrice, les travaux des hommes pour réparer les systèmes hydrauliques, ou les améliorer sont permanents, nécessitant beaucoup de main-d'œuvre, ce qui incite à une fécondité élevée.

## **Une masse humaine expliquant la pérennité de la civilisation**

Une autre caractéristique de l'Inde tient à l'ancienneté de sa civilisation et à son maintien en dépit des vicissitudes de l'histoire et de nombreuses tentatives de domination provenant d'autres pays.

À partir du VII<sup>e</sup> siècle après Jésus-Christ, l'Inde fait face à une nouvelle incursion externe, celle des musulmans. Des expéditions islamiques par la terre ou la mer commencent dès 636 après Jésus-Christ. Mais l'Inde résiste aux tentatives d'expansion de l'Islam pendant trois siècles.

Donc, par contraste avec la conquête facile de territoires par les forces islamiques dans beaucoup d'autres parties du monde, Moyen-orient, Afrique septentrionale, Espagne, pays de la route de la soie, il a fallu près de cinq siècles à l'Islam pour s'imposer face aux défenses de l'Inde. L'Inde du Nord commence à être soumise en 1192 après la victoire de Mohammad Ghôri qui permet aux musulmans de devenir maître du nord-est de l'Inde. De 1192 à environ la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, donc pendant environ cinq siècles, plusieurs dynasties islamiques, comme les « *Turko-Afghans* » et plus tard les Moghols de l'Asie centrale, gouvernent de grandes parties de l'Inde. Mais, bien que les princes soient islamiques, l'Inde ne se convertit à l'Islam que de façon minoritaire, plutôt dans ses parties septentrionales, et n'abandonne nullement les principes fondamentaux de sa civilisation traditionnelle. Tout se passe comme si l'Islamisation de l'ensemble des terres indiennes était limitée face à l'importance du peuplement du sous-continent indien, tandis que les masses indiennes parviennent à adapter leur mode de civilisation tout en étant dominé politiquement par des pouvoirs adhérant à une autre religion.

Il est vrai que, dans les autres territoires où il s'est effectivement diffusé, l'Islam s'est rarement trouvé confronté à de très importants foyers de peuplement. L'histoire enseigne que les grands foyers de peuplement du monde sont, au moins depuis l'ère chrétienne, la Chine, le sous-continent indien et l'Europe. Or ces trois ensembles ont tous offert une résistance à la propagation de l'Islam pendant les siècles d'extension de cette religion, du VII<sup>e</sup> au XIII<sup>e</sup> siècles.

Dans le contexte démographique d'un sous-continent indien dense et peuplé, des souverains musulmans ont compris qu'ils ne pouvaient faire de tous leurs nombreux sujets des musulmans. Certains ont même promu une certaine tolérance des croyances, contribuant à faire évoluer l'identité indienne dans un contexte pluraliste expliquant les spécificités de certaines réalisations artistiques. Des souverains islamiques, consciemment ou non, ont même souhaité appliquer ou respecter certains aspects de la civilisation de

l'Inde. Les invasions musulmanes ont néanmoins fait évoluer la nature culturelle de l'Inde d'une civilisation assez homogène vers une culture portée par une identité composite comprenant une dimension islamique mêlée à la civilisation indienne traditionnelle.

En conséquence, même après cinq siècles de domination politique islamique sur d'importants territoires indiens et l'apogée de la domination Moghol à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, la proportion de Musulmans dans la population de l'Inde demeure minoritaire et ne concerne qu'environ un sixième de la population. Et la loi du nombre qui a contenu l'islam finit par vouloir s'imposer politiquement. Au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle, les Indiens commencent à se soulever contre les dirigeants Musulmans dans la plupart des territoires et l'empire se morcelle en territoires indépendants. Au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'Empire ne domine plus, et les territoires indiens passent sous la souveraineté d'Indiens non musulmans. Cependant, avant qu'une reconstruction politique indienne puisse être complètement consolidée, l'Inde devient un champ de rivalités pour les pays occidentaux. Les Anglais finissent par dominer le sous-continent sans guère changer la nature de sa civilisation. Ils laissent parfois une autonomie relative à des chefs locaux et l'Inde compte en 1877, à la proclamation de l'empire des Indes, 629 Etats vassaux.

Pendant la période de pénétration européenne, puis de domination anglaise, naît une minorité chrétienne, mais de poids démographique très limité, non susceptible de remettre en cause l'identité indienne forgée par des religions antérieurement installées.

Le nombre s'est donc imposé d'abord en empêchant l'islamisation de l'ensemble du sous-continent, puis en réagissant à la domination de pouvoirs venus de l'extérieur ou dont les descendants étaient toujours considérés comme étrangers à la longue histoire de la civilisation indienne. Puis le nombre, comme dans les autres mouvements de décolonisation, impose cette dernière à partir du moment où la transition démographique<sup>4</sup>, qui commence dans les années 1920 en Inde, démultiplie la population, modifiant les rapports de force démographiques entre la métropole et ses colonies.

Néanmoins, les conquêtes islamiques expliquent la présence dans le sous-continent d'une forte minorité musulmane qui témoigne de la loi des groupes en démographie politique.

## **La loi des groupes ou l'obtention d'avantages politiques par un groupe**

L'importance de cette minorité religieuse est attestée précisément par les résultats du premier recensement effectué en 1881 qui précisent la répartition religieuse de l'Inde. Ceux qui se déclarent d'une religion d'origine indienne constituent 79% de la population, parmi laquelle 95% environ sont des Hindous. Parmi les 21% restant de la population, environ 96% sont des Musulmans. Mais ce pourcentage de 21% n'est qu'une moyenne, car la minorité musulmane est inégalement répartie sur le sous-continent. Sa géographie se caractérise par un poids démographique relatif plus important dans les régions nord-ouest et nord-est du sous-continent indien. La double pression d'une minorité nombreuse et proportionnellement plus nombreuse sur certains territoires crée les conditions conduisant à la partition de 1947.

Conscients de la dualité religieuse indienne, les Anglais instaurent en 1909 un électorat séparé. La minorité musulmane reconnaît que cela lui offre une représentation, mais, parmi ses membres, certains veulent plus, c'est-à-dire un espace de pouvoir. Dès les années 1910, alors que se dessinent des démarches vers l'autonomie, susceptibles d'ouvrir la voie à une future indépendance de l'Inde, des musulmans craignent la domination des Hindous. Ils revendiquent un État séparé constitué des régions où la proportion des musulmans est importante, parfois majoritaire. Il est vrai que les Hindous ont parfois mieux su profiter que les musulmans des opportunités de la présence des territoires indiens dans l'empire colonial anglais.

Des violences éclatent entre les deux communautés. Contre Gandhi, le parti du Congrès accepte en 1946 l'idée d'une partition de l'empire. Le 15 avril 1947, Gandhi et Jinnah signe une déclaration commune en faveur de la partition. Il s'ensuit la naissance du Pakistan le 14 août 1947. Approximativement 23% du territoire de la région et 18% de la population de l'Inde en 1941 sont mis sous la souveraineté du Pakistan. La « purification religieuse » imposée est massive : cinq à dix millions d'hindous et de sikhs quittent leur terre pour rejoindre celles de l'Union indienne et 5 à 7 millions de musulmans fuient au Pakistan. En Inde du Nord et au Pendjab, un contexte de massacres et de violence accompagne cet énorme mouvement humain,

entraînant environ 500 000 morts, directs en raison des tueries ou indirects en raison de maladies et de famines.

Mais cette « purification ethnique » n'instaure nullement la paix pour laquelle elle était appliquée. Certes, des musulmans du sous-continent indien forment un Etat musulman qui devient en quasi-totalité de religion musulmane en raison des migrations, mais ce n'est pas une nation. Et les lois de la géopolitique des populations s'exercent. La minorité musulmane de l'Inde était si importante et depuis si longtemps cohabitante avec les autres Indiens qu'il était illusoire qu'elle gagne en totalité le Pakistan. Du côté de l'Union indienne, nombre de musulmans rejettent l'idée de deux Etats séparés et la rejettent toujours, constatant notamment le caractère artificiel d'un État pakistanais sans identité nationale et qui n'est qu'apparemment homogène. En effet, cet État demeure tiraillé entre différentes composantes ethniques, idéologiques ou selon les origines géographiques, sans oublier les tensions dues au refus de certains d'accepter différentes conceptions de l'Islam, notamment celles entre l'islam sunnite et le chiisme. Alors que l'Union indienne construit une démocratie, l'État pakistanais ne se révèle pas attirant pour la minorité musulmane restée en Union indienne. Ce pays devient donc l'un des tous premiers<sup>5</sup> en nombre de musulmans dans le monde, avec l'Indonésie, le Pakistan et la Bangladesh) en dépit des tensions qui se constatent parfois entre les communautés religieuses.

Moins d'un quart de siècle plus tard, l'État pakistanais éclate, avec la formation en 1971 du nouvel État de Bangladesh composé de l'ancienne partie orientale du Pakistan.

Envisagé dans ce contexte historique, l'histoire de l'Inde et le Pakistan, peut être décrit comme l'histoire de frères séparés. Deux peuples ayant de très forts liens ethniques et historiques se sont séparés par une limite se voulant fondée par les considérations religieuses. Dès les années suivant les indépendances, la situation empire. La méfiance continuelle entre les dirigeants des deux pays, la pomme de discorde du Cachemire, et l'opposition de l'Union indienne à un État pakistanais soutenant des actions terroristes entraînent des relations entre les deux pays qui fluctuent entre le pire et le « moins pire ».

**Figure 1 La superficie et la population dans le sous-continent indien**

	superficie en milliers de km <sup>2</sup>	Population 1941 en millions	Population 2005 en millions	Augmen- tation de population 2005/1941	densité 1941 habitants/ km <sup>2</sup>	densité 2005 habitants/ km <sup>2</sup>
Inde	4 232	389				
Union indienne	3 291	319	1 104	346%	97	335
Pakistan depuis 1947	941	70			74	0
Pakistan depuis 1971	797	28	162	580%	35	204
Bangladesh	144	42	144	343%	292	1 001

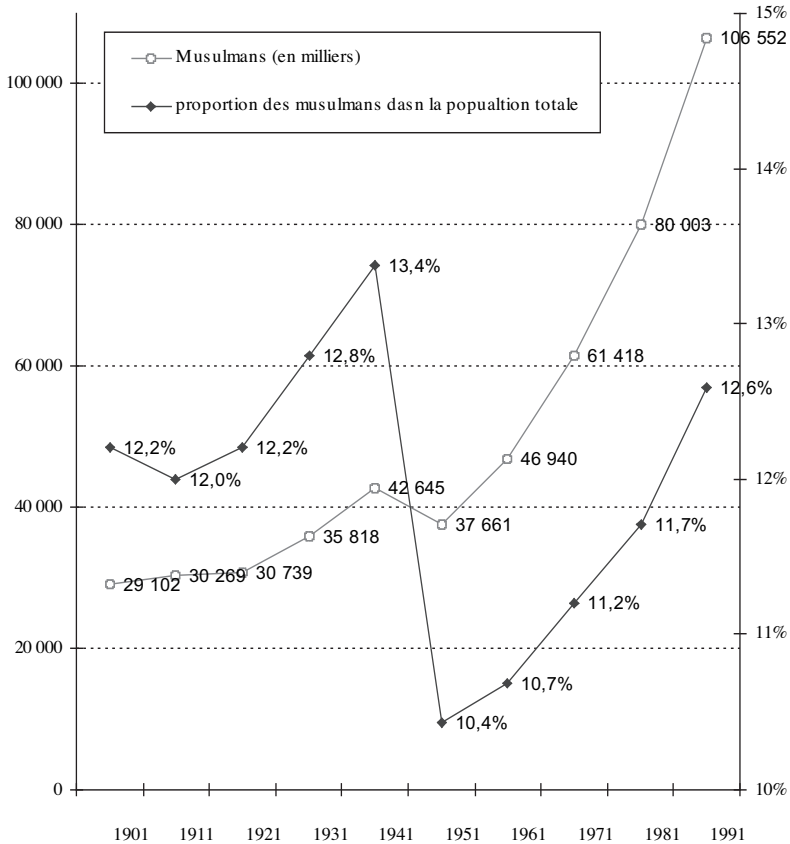
© Gérard-François Dumont.

Alors qu'une réconciliation entre les deux pays paraît fort éloignée, une telle idée est même rejetée par certains analystes. Ces derniers s'inquiètent d'un scénario éventuel de réconciliation, considérant que les forts liens culturels qui lient les Etats de Pendjab des deux côtés de la frontière ou la population du Gujarat (Union indienne) avec celle de Sind (Pakistan) pourraient donner naissance à des tendances au séparatisme dans un esprit d'unification entre ces États. Ils considèrent que la paix créerait d'autres formes d'instabilité à l'intérieur des États !

La création du Pakistan n'a finalement guère modifié la nature d'une Union indienne composée d'une forte minorité musulmane. La loi du groupe impose donc à la démocratie indienne, pour conserver la concorde sociale indispensable à son développement et à son poids géopolitique, de savoir déployer des politiques permettant aux différences cultures nées de son histoire de vivre ensemble dans la diversité.

Une autre problématique de la démographie politique de l'Union indienne tient aux évolutions disparates selon ses États fédérés qui donnent à réfléchir à la loi du différentiel.

Figure 2 : Les musulmans dans l'Union indienne



© Gérard-François Dumont - chiffres Religious demography of india.

## Le risque de différentiel

Comme tous les pays, les territoires indiens se caractérisent par un poids démographique différent de ses Etats fédérés et par des disparités de peuplement<sup>6</sup>. Mais l'écart le plus notable est celui qui différencie les taux d'accroissement démographique, écart susceptible d'exercer des effets politiques.

## Des États diversement peuplés

Considérer l'Union Indienne nécessite en effet de prendre en compte ses disparités, car le peuplement et le cheminement de la transition démographique dans cet ensemble fédéral sont différents selon les vingt-huit États fédérés et les sept Territoires de l'Union. Les Territoires les moins vastes comptent des effectifs de population généralement faibles : deux archipels (îles Andaman et Nicobar dans le golfe du Bengale et îles Laquedives dans la mer d'Oman), Dâdra et Nagar Haveli, Damân-et-Diu et Pondichéry ont un poids démographique nettement inférieur et parfois très inférieur au million d'habitants ; la ville de Chandigarh, autonome, compte 900 000 habitants. Parmi les Territoires de l'Union, seul celui de la capitale fédérale, Delhi, compte un important peuplement relatif, avec près de 14 millions d'habitants.

Quant aux vingt-huit États, leur population s'étage de l'Uttar Pradesh, où vivent plus de 160 millions d'habitants, qui le rend comparable à beaucoup de pays du monde en termes de volume de population, sur une superficie de 240 928 km<sup>2</sup>, au Sikkim, l'État le moins peuplé avec un demi million d'habitants sur 7 096 km<sup>2</sup>.

Les six États de l'Union indienne les plus peuplés, comptant chacun plus de 60 millions d'habitants, représentent ensemble 52% de la population de l'Union sur le quart du territoire. Dans l'ordre décroissant, il s'agit de l'Uttar Pradesh, au Nord, traversé par le Gange (160 millions), du Bihar (83 millions), à l'est de l'Uttar Pradesh, également traversé par le Gange, du Mahârâshtra au centre est (96 millions), du Bengale occidental (80 millions), de l'Andhra Pradesh, au sud-est (75 millions) et enfin du Madhya Pradesh, au centre du pays, avec 60 millions. Les cinq États gangétiques (Uttaranchal, Uttar Pradesh, Bihar, Jharkhand et Bengale occidental) comptent donc 366 millions d'habitants sur 556 140 km<sup>2</sup>, soit une densité moyenne de 658 habitants/km<sup>2</sup>. Les deux États de l'extrême sud, le Kerala sur la mer d'Oman et le Tamil Nâdu côté golfe du Bengale, sont également denses, avec respectivement 819 habitants/km<sup>2</sup> et 478 habitants/km<sup>2</sup>.

## Disparités de peuplement

De façon générale, les zones de fort peuplement de l'Union indienne correspondent à des espaces ruraux ou urbains assez délimités. Bien que la proportion de population urbaine soit encore faible, sa croissance est générale, tant dans les villes millionnaires, dont les principales sont Mumbaiï (Bombay), Calcutta et Delhi, que dans les villes petites ou moyennes, ces dernières connaissant un rythme de croissance plus élevé que les grandes. Néanmoins, à l'instar du peuplement, le réseau urbain est très différencié ; les effectifs les plus élevés de population urbaine correspondent à trois régions : celles des plaines du bassin du Gange, de Delhi à Calcutta, en passant par les villes de Kânpur, Vanarasi (Bénarès), et Patna ; un sillon nord-sud allant d'Ahmadabad, capitale du Gujarât, à Mumbaiï, et enfin l'extrême sud, avec l'armature urbaine du Kerala, du Tamil Nadu et la région urbaine de Bangalore dans l'Etat du Karnataka.

L'Union indienne est nettement moins dense dans ses parties les plus « sèches », dans un vaste couloir la traversent du nord-ouest au sud-est, du Rajasthan aux espaces non littoraux de l'Etat d'Orissa. Une seconde zone peu dense correspond aux États de l'extrême nord-est, l'Assam, l'Arunachal Pradesh, le Meghalaya, le Sikkim, le Tripura, le Manipur, le Nagaland et le Mizoram.

Une question de population à effet politique susceptible d'interroger la loi du différentiel est le déséquilibre démographique croissant de l'Union indienne. Les quatre Etats du sud -Kerala, Tamil Nadu, Andhra Pradesh et Karnataka- sont très avancés dans la transition démographique, alors que les quatre grands Etats du Nord -Uttar Pradesh, Bihar, Madhya Pradesh et Rajasthan- sont à la traîne. Il en résulte une disparité croissante en termes démographiques entre le Nord et le Sud.

Dans les Etats du Sud indien disposant d'équipements médicaux corrects, les taux de scolarisation et d'activité des femmes sont élevés, la transition touche à sa fin, et peut même être considérée comme terminée dans le Kerala, dont le taux de mortalité infantile est de seulement 13 pour mille naissances. En revanche, au Nord, dans les Etats les moins développés,

Figure 3 : La population des États et des Territoires de l'Union indienne

Rang	par ordre décroissant de population	Habitants en milliers	Superficie en km <sup>2</sup>	Densité hab/km <sup>2</sup>
1	Uttar Pradesh	166 052	240 928	689
2	Mahârâshtra	96 752	307 713	314
3	Bibâr	82 879	173 877	477
4	Bengale-occidental	80 221	87 852	913
5	Andhra Pradesh	75 728	275 069	275
6	Tamil Nâdu	62 111	130 058	478
7	Madhya Pradesh	60 385	308 245	196
8	Râjasthân	56 473	342 239	165
9	Karnâataka	52 734	191 791	275
10	Gujarât	50 597	196 022	258
11	Orissâ	36 707	155 707	236
12	Kerala	31 839	38 863	819
13	Jharkhand	26 909	79 711	338
14	Assam	26 638	78 438	340
15	Pendjab	23 289	50 362	462
16	Haryana	21 083	44 212	477
17	Chhattisgark	20 796	135 191	154
18	Delhi	13 782	1 483	9293
19	Jammu-et-Cachemire	10 069	101 387	99
20	Uttaranchal	8 480	53 483	159
21	Himâchal Pradesh	6 077	55 673	109
22	Tripura	3 191	10 486	304
23	Manipur	2 390	22 327	107
24	Meghâlaya	2 310	22 429	103
25	Nâgaland	1 988	16 579	120
26	Goa	1 334	3 702	360
27	Arunachal Pradesh	1 091	83 743	13
28	Pondichéry	973	492	1978
29	Chandigârh	900	114	7895
30	Mizoram	891	21 081	42
31	Sikkim	540	7 096	76
32	Andaman et Nicobar (îles)	356	8 249	43
33	Dâdra et Nagar Haveli	220	491	448
34	Damân-et-Diu	158	110	1436
35	Lakshadweep (archipels)	70	32	2188

© Gérard-François Dumont

où le réseau sanitaire laisse relativement à l'écart la caste des « intouchables », le taux de mortalité infantile est encore élevé, l'espérance de vie brève, et la surmortalité féminine incontestable ; par exemple, en Uttar Pradesh, la fécondité reste élevée et la transition peu avancée.

Pourquoi l'avancée de la transition démographique du Kérala a-t-elle été assez rapide ? L'une des raisons tient à une densité permettant un aménagement du territoire de cet Etat facilitant l'accès aux soins de santé et à l'instruction. La totalité des villages du Kerala sont reliés par voie terrestre ou fluviale. La population est en moyenne de 15 000 habitants par village, contre seulement 700 au Madhya Pradesh. Le modèle du Kérala peut-il fonctionner dans les autres Etats, même avec des investissements importants dans la santé et l'instruction ? Sans doute, mais ces Etats doivent d'abord développer massivement leur réseau de transport pour améliorer l'accès aux hôpitaux et aux écoles.

Les différentiels de taux d'accroissement démographique selon les Etats de l'Union indienne engendrent un potentiel de rivalités politiques entre le Nord et le Sud. En effet, si le nombre de sièges du Parlement s'ajustait proportionnellement aux effectifs de la population, le pouvoir politique du Nord grandirait au détriment du Sud. En résumé, le Sud paierait d'un prix politique son avancée plus rapide dans la transition démographique. Pour éviter ou retarder ce risque, la déclaration de politique de population adoptée par le Parlement en 1976 a gelé la répartition. Néanmoins, après les résultats du recensement de 1991, plusieurs cercles politiques ont déjà appelé à un ajustement de la répartition des sièges par Etat. Dans ce cas, les Etats du Sud seraient perdants et les Etats du Nord gagnants. Puis cette date de 2001 s'est trouvée prolongée sur les recommandations faite par le Comité Swaminathan dans son rapport sur la politique de population : « Jusqu'à présent, les sièges au parlement et dans les législatures sont gelés jusqu'en l'an 2001. Dans la ligne des objectifs de cette politique, il est proposé de prolonger cette période de gel des sièges jusqu'en 2011 (Swaminathan Comité, 1994, 40) ». D'autres considèrent qu'il faudrait une réforme constitutionnelle qui introduirait de façon uniforme un nombre fixe de sièges pour tous les Etats de l'Inde aux Chambre Haute et Basse du Parlement à la façon du Sénat des Etats-Unis et non à celle de la Chambre des représentants. Le débat n'est pas clos...



souligne combien l'analyse géopolitique ne doit pas, pour être complète, omettre l'importance de l'état et la vie des populations sur les territoires.

\* Professeur à l'Université de Paris-Sorbonne, Président de la revue *Population & Avenir*

### Note

1. Dumont, Gérard-François, *Les populations du monde*, Paris, Éditions Armand Colin, deuxième édition, 2004.
2. Cf. *Population & Avenir*, novembre-décembre 2005.
3. Catherine Gueguen, « Population et développement en Inde », *Population & Avenir*, n° 654, septembre-octobre 2001.
4. Période, de durée et d'intensité variables, pendant laquelle une population passe d'un régime démographique de mortalité et de natalité élevées à un régime de basse mortalité, puis de faible natalité.
5. Dumont, Gérard-François, « Les religions dans le monde : géographie actuelle et perspectives pour 2050 », in : Dupâquier, Jacques, Laulan, Yves-Marie, *L'avenir démographique des grandes religions*, Paris, François-Xavier de Guibert, 2005.
6. Christian-Marie Col, « Les contrastes de peuplement dans l'Inde », *Population & Avenir*, n° 667, mars-avril 2004.

